



**DDCSPP  
SPAÉ**

**ARRETE N° 2017-046-DDCSPP du 22 mai 2017**

**mettant la société CARRIERES DE FORGES en demeure de constituer les garanties financières pour la remise en état de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN au lieu-dit « Les Forges ».**

**Le Préfet de l'Indre  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu le code de l'environnement, et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-05-0051 du 4 mai 2006 autorisant la TARMAC GRANULATS à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de leptynite et d'exploiter une installation de premier traitement des matériaux et une station de transit des matériaux sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN ;**

**Vu la lettre du préfet de l'Indre en date du 26 novembre 2010 prenant acte de la modification de la dénomination sociale de la société TARMAC GRANULATS en TRMC ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-350-0001 du 16 décembre 2011 portant transfert au profit de la société LES PIERRES D'AMBAZAC de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2014328-0004 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIERES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-342-DDCSPP du 12 juillet 2016 portant transfert au profit de la société ROCA de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;**

**Vu le jugement du 9 novembre 2016 du Tribunal de Commerce de Limoges prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire de la société CARRIERES DE FORGES et nommant Maître Philippe URBAIN – 2, place Winston Churchill – 87000 Limoges, ès qualité de mandataire judiciaire ;**

Vu le courrier de l'inspection des installations classées adressé au mandataire judiciaire susvisé en date du 27 décembre 2016 ;

Vu le jugement du 8 février 2017 du Tribunal du Commerce de Limoges prononçant la mise en liquidation judiciaire de la société CARRIERES DE FORGES et nommant Maître Philippe URBAIN – 2, place Winston Churchill – 87000 Limoges, ès qualité de liquidateur judiciaire ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 mai 2017 ;

Considérant que la société ROCA n'a pas constitué de garanties financières pour la remise en état de la carrière contrairement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2016 précité autorisant le changement d'exploitant à son profit ;

Considérant que l'arrêté du 12 juillet 2016 susvisé n'a donc pas pris effet conformément aux dispositions de son article 6 ;

Considérant par conséquent que l'exploitant de la carrière reste la société CARRIERES DE FORGES ;

Considérant que les garanties financières constituées par la société CARRIERES DE FORGES sont échues depuis le 4 mai 2016 ;

Considérant que la remise en état de la carrière dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral susvisé du 4 mai 2006 autorisant l'exploitation de la carrière n'est, par conséquent, pas garantie ;

Considérant que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est dès lors plus assurée ;

Considérant, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, qu'il y a lieu de mettre la société CARRIERES DE FORGES en demeure de constituer les garanties financières afin d'assurer la remise en état du site ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,

#### **ARRETE :**

**Article 1 :** La société CARRIERES DE FORGES, dont le siège social est situé à Maison Rouge – 87270 Bonnac-la-Côte, autorisée à exploiter une carrière dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2014 susvisé, est mise en demeure

- de constituer, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision, les garanties financières pour la remise en état de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN au lieu-dit « Les Forges ».

Le montant à cautionner est fixé à 258 920 € conformément aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2006 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2014.

L'acte de cautionnement est établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 pour une durée minimale de deux ans.

## **Article 2 : Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié à Maître Philippe URBAIN, agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la société CARRIERES DE FORGES et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de Poulligny-Saint-Martin et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre – Val de Loire.

## **Article 4 : Délais et voies de recours**

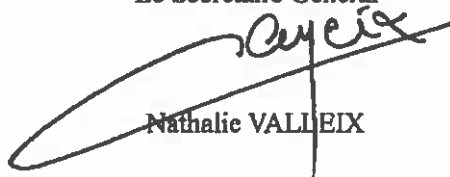
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Limoges par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai fixé par la saisine du Tribunal Administratif.

## **Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Maire de Poulligny-Saint-Martin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Nathalie VALLEIX

